



RAPPORT D'ACTIVITÉS

19-20

IDDRI



Sébastien Treyer est directeur général de l'Iddri depuis janvier 2019. Il était auparavant directeur des programmes de l'institut, qu'il avait rejoint en 2010, après avoir été chargé de la prospective au ministère français de l'Environnement. Il est également président du comité scientifique et technique du Fonds français pour l'environnement mondial (FFEM) et membre de la Lead Faculty du réseau Earth System Governance.

Rapports de force entre puissances, mobilisations citoyennes : une indispensable lecture géopolitique

Par Sébastien Treyer, directeur général de l'Iddri

Dès avant la crise de la Covid-19, la fragmentation de la communauté internationale était déjà devenue criante, non seulement par les prises de position non coopératives des États-Unis ou du Brésil en matière multilatérale, mais aussi, par exemple, au vu des tensions plus explicites entre la Chine et l'Union européenne, amenant la Commission européenne à présenter la Chine comme un rival systémique en mars 2019. Il est apparu de plus en plus clairement qu'un certain nombre de puissances majeures à l'échelle mondiale n'allaient plus considérer l'ordre international fondé sur des règles comme un bien public mondial à préserver, et privilégieraient explicitement leurs intérêts individuels.

Dans un tel contexte, les biens communs planétaires que sont le climat et la biodiversité ont pris une importance capitale pour deux raisons pourtant potentiellement opposées. D'un côté, comme on l'a vu au cours de l'histoire pour des ressources naturelles partagées, l'environnement constitue un champ de négociation technique où les diplomates continuent de coopérer même quand les tensions sont trop fortes sur d'autres registres économiques ou politiques. La Chine et l'Europe ont à deux reprises au cours de l'année 2019 souligné leur engagement commun pour le multilatéralisme environnemental. De l'autre, il est devenu de plus en plus évident pour la plupart des grandes économies du monde que les transformations structurelles nécessaires pour qu'elles atteignent la neutralité carbone et la préservation de la biodiversité

vont supposer des changements macroéconomiques et sociaux profonds, et ne peuvent donc être déconnectées des discussions stratégiques en matière économique et commerciale. Ainsi, la nouvelle Commission européenne, issue d'élections ayant marqué un tournant écologique dans les votes des citoyens européens, a affirmé à la fois que l'avenir économique de l'Europe proviendrait d'une position pionnière comme premier continent à atteindre la neutralité carbone, et que cela pourrait passer par des formes de protection aux frontières.

Les rapports de force entre grands blocs économiques régionaux sont donc une composante essentielle et aujourd'hui entièrement explicite des relations entre États. En l'absence de leadership politique mondial, des alliances stratégiques, tenant compte autant des divergences que des convergences d'intérêts, sont la seule voie possible pour faire progresser la coopération internationale pour le développement durable.

Mais l'année 2019 a aussi démontré que la seule lecture par le prisme des États est très insuffisante pour comprendre à la fois les lignes de fracture et la diversité des acteurs qui seront d'indispensables partenaires stratégiques dans des coalitions pour soutenir une ambition environnementale croissante des gouvernements, comme l'ont souligné un certain nombre d'engagements du secteur privé lors du Sommet pour le Climat convoqué par le Secrétaire général des Nations unies en septembre 2019. En s'appuyant sur la science et les constats indiscutables de l'Ipbes et du Giec, les mouvements de jeunesse comme Fridays for Future se sont mobilisés à travers les frontières ; alors que la forêt amazonienne est en proie aux incendies, la société civile et les peuples autochtones, dont l'espace politique se réduit dans de nombreux contextes nationaux, s'organisent à l'échelle internationale et peuvent être soutenus par des accords comme celui d'Escazú en Amérique latine sur la participation, l'information et l'accès à la justice en matière d'environnement ; d'autres mouvements comme les gilets jaunes en France soulignent les impacts sociaux des évolutions en cours, sans forcément remettre en cause l'objectif même de la transition écologique.



Des alliances stratégiques, tenant compte autant des divergences que des convergences d'intérêts, sont la seule voie possible pour faire progresser la coopération internationale pour le développement durable.

Et soudain la crise de la Covid-19 a suspendu le calendrier international, repoussant les deux COP majeures de 2020 (COP15 sur la biodiversité sous présidence chinoise, COP26 sur le climat sous présidence britannique) à la fin 2021. Rendant encore plus explicites les défauts de coordination entre pays, en même temps qu'elle souligne le caractère indispensable de la coopération pour les biens publics mondiaux que sont la santé, le climat et la biodiversité, la crise rend encore plus indispensable

une lecture géopolitique des jeux d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux : dans le temps suspendu qui s'étire jusqu'à fin 2021, la pression politique permettant de pousser l'ambition collective reposera sur la capacité à rassembler des coalitions hétérogènes composées de gouvernements nationaux, de collectivités, d'entreprises, d'ONGs, d'experts et de mouvements citoyens. C'est une condition pour que les reconstructions soient socialement justes, alors que les vulnérabilités économiques et écologiques se superposent. Dans ce monde

tirillé de tensions mais où la coopération est indispensable, ces coalitions joueront un rôle majeur pour que les choix politiques présidant à la reconstruction après la crise puissent s'aligner sur l'atteinte de la protection du climat et de la biodiversité. Cette pression politique constructive doit s'exercer également en Europe, à l'échelle nationale et à l'échelle communautaire (voir l'éditorial de Céline Charveriat ci-après). C'est le rôle de l'Iddri d'analyser cette géopolitique extrêmement évolutive, à toutes ses échelles, et d'identifier les formes de coopération stratégiquement gagnantes.

Un « Pacte vert pour tous » : le rôle clé de la coalition Think Sustainable Europe

Par Céline Charveriat, directrice exécutive de l'Institute for European Environmental Policy (IEEP)

Alors que l'épidémie de coronavirus (Covid-19) continue de se propager, la pertinence du Pacte vert européen et le rôle qu'il peut jouer dans les plans de relance apparaissent clairement. Toutefois, des inquiétudes se font jour concernant une éventuelle « austérité verte » qui accélérerait la transition écologique au détriment de la réalisation d'autres Objectifs de développement durable (ODD), notamment l'éradication de la pauvreté, la réduction des inégalités extrêmes ou encore les objectifs européens comme la convergence entre l'Est, le Sud et l'Ouest.

Afin d'éviter des arbitrages inutiles entre la relance des économies, des sociétés et des écosystèmes, il est essentiel d'appliquer au Pacte vert et aux plans de relance écologiques le principe des ODD consistant à « ne laisser personne de côté ». Pour cela, il convient de relever un certain nombre de défis en matière d'équité, qui sont au cœur des nombreuses crises environnementales auxquelles nous sommes actuellement confrontés – notamment le changement climatique incontrôlé, l'extinction en masse d'espèces animales et végétales, les déchets et la pollution.

Équité au sein des pays : les plans de relance de l'Europe doivent placer l'équité et le bien-être pour tous au centre du Pacte vert afin que chaque citoyen de l'UE, quels que soient ses revenus, sa race ou son origine ethnique, son sexe ou sa communauté, puisse être protégé contre les effets actuels et futurs de la dégradation de l'environnement et participer au Pacte vert dans toute la mesure de ses capacités. Les réformes pourraient inclure le renforcement de la résilience de la société par la promotion d'une économie verte et l'adoption d'initiatives ciblées visant à donner la priorité à « ceux qui sont les plus en retard » dans chacun des plans sectoriels du Pacte vert – notamment les plans de lutte contre la pollution atmosphérique donnant la priorité aux zones très polluées et pauvres ou la distribution de crédits carbone aux citoyens européens à travers des réformes visant à augmenter les impôts sur la pollution et à diminuer la fiscalité du travail.

Équité entre pays : le projet européen risque de s'effondrer si nous ne parvenons pas à assurer une meilleure convergence des niveaux de vie entre les pays et régions d'Europe. La protection des biens communs de l'Europe (eau, mers, terre et air) devrait également devenir un pilier essentiel du projet européen. Cela signifie par exemple envisager des objectifs de convergence économique, sociale et écologique à long terme entre les pays de l'Union européenne, avec des programmes de cohésion harmonisés, permettant de renforcer les investissements dans les secteurs prioritaires, notamment les infrastructures bas-carbone.

Équité intergénérationnelle : il est essentiel de favoriser la solidarité intergénérationnelle, et notamment le partage équitable des charges et des bénéfices entre les groupes d'âge et entre les générations, pour garantir que la transition aboutisse à des résultats équitables. Parmi les exemples de réformes concrètes, on peut citer l'alignement des investissements dans les infrastructures vers plus de durabilité (*future proofing*) et la priorité donnée à l'emploi des jeunes dans les plans de relance économique, l'intégration de la justice intergénérationnelle dans le cadre de la nouvelle Loi climat ou encore l'accent mis sur l'écologisation des décisions d'investissement des fonds de pension dans le cadre de la deuxième phase du Plan d'action pour la finance durable (*Sustainable Finance action plan*).

C'est pourquoi il est particulièrement important de placer ces idées au cœur des débats à venir, à la fois à Bruxelles et au sein des États membres. C'est la mission de la coalition de *think tanks* [Think Sustainable Europe](#) mise en place par l'IEEP (Institute for European Environmental Policy), et qui regroupe notamment l'Iddri, le Stockholm Environment Institute, Ecologic, TMG Sustainability, et comprendra bientôt des *think tanks* de premier plan d'Europe du Sud et de l'Est. Nous nous réjouissons de collaborer étroitement pour analyser, évaluer et proposer des solutions politiques en vue d'un [Pacte vert pour tous](#) !

Céline Charveriat est directrice exécutive de l'IEEP depuis 2016. Elle a auparavant été chercheuse au Peterson Institute et à la Banque inter-américaine de développement, et a travaillé pendant 10 ans pour l'ONG Oxfam International. Elle a également été présidente du conseil d'administration du Réseau Action Climat en Europe jusqu'à fin 2019.



ÉDITOS

2. Rapports de force entre puissances, mobilisations citoyennes : une indispensable lecture géopolitique
4. Un « Pacte vert pour tous » : le rôle clé de la coalition Think Sustainable Europe
6. Crise de la Covid-19 : comprendre et rebondir

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

10. L'Iddri au coeur des réseaux scientifiques mondiaux
12. L'Iddri nourrit et facilite les négociations internationales
14. L'Iddri accompagne la transition
16. L'Iddri réinvestit le champ du commerce
17. Europe : l'Iddri intervient en coalition de *think tanks*
18. L'Iddri consolide et élargit son influence

L'IDDRI, PLATEFORME D'ACTEURS

20. Témoignages de partenaires
22. Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise
24. Partenaires financiers
26. Chiffres clés

BUDGET - ORGANISATION - PARTENAIRES

29. Budget
30. Organes de gouvernance
32. Équipe

CRISE DE LA COVID-19 : comprendre et rebondir

A lors que l'année 2020 devait être une année clé pour la gouvernance mondiale de l'environnement (océan, climat, biodiversité, et même Agenda 2030), et pour une série de décisions clés du Pacte vert pour l'Europe, la situation a radicalement changé en quelques semaines : la crise sanitaire liée à la pandémie de Covid-19 a renvoyé à 2021 les grands rendez-vous internationaux, mais elle est aussi venue percuter toutes les sociétés (en matière de lien social et de solidarité), les économies (avec des conséquences et des réponses politiques d'une nature encore inédite), les priorités politiques pour les régions et pays meurtris par cette crise, et les défis en matière de coopération internationale (fragmentation accrue au moment où le besoin de coopérer paraît encore plus important).



Ne pas considérer, sans examen critique supplémentaire, que les solutions de transition écologique, telles qu'on les avait conçues jusqu'à maintenant, restent par principe pertinentes pour la période ouverte avec la crise.

Pour l'Iddri, *think tank* dont le mandat est d'identifier les conditions et les leviers politiques pour la transition écologique, cette crise a ouvert des questions fondamentales et imposé de réfléchir aux inflexions nécessaires de sa programmation.

Trois principes d'analyse et d'intervention ont guidé les travaux de l'institut :

- ne pas considérer, sans examen critique supplémentaire, que les solutions de transition écologique, telles qu'on les avait conçues jusqu'à maintenant, restent par principe pertinentes pour la période ouverte avec la crise ;
- conserver l'ambition écologique à long terme (en matière de climat, de biodiversité et de gouvernance de l'Agenda 2030 pour le développement durable) comme horizon de transformation, en particulier parce qu'elle impose de regarder en face les contradictions des modèles de croissance de l'avant-crise, et notamment les causes profondes et structurelles de la vulnérabilité de nos sociétés face aux risques (sanitaires, socio-économiques, environnementaux) ;
- intervenir suffisamment tôt dans une situation (géo) politique très évolutive, afin d'établir ou de consolider au plus vite les fondations de trajectoires véritablement durables.

Dès le début du confinement, mi-mars 2020, l'Iddri a adapté sa structure et ses modalités d'intervention, de façon à ce que ses analyses et propositions restent pertinentes et accessibles au plus grand nombre. Principale innovation : les conférences ont été virtualisées en webinaires publics, permettant ainsi d'organiser des échanges avec des experts du monde entier et d'atteindre un large public.

Plusieurs axes et thématiques ont structuré les travaux de l'Iddri pendant cette période, et continueront à les nourrir dans les mois qui viennent et en 2021.

L'Iddri s'est dans un premier temps penché sur les causes de la crise sanitaire, soulignant notamment les liens entre zoonoses et pertes de biodiversité et a formulé des propositions relatives à la gouvernance internationale des risques transnationaux, plus particulièrement associés aux maladies infectieuses avec risque pandémique. Le rapprochement de la gestion des enjeux sanitaires avec ceux de la biodiversité dans le cadre d'une gouvernance multilatérale renforcée y apparaît central, ainsi que la nécessité de donner corps au concept de « santé planétaire » (*One Health*), développé conjointement par l'écologie scientifique et la médecine pour unifier les enjeux de santé des écosystèmes, de santé vétérinaire et de santé humaine.

Puis les impacts de la crise et les conditions d'une reconstruction durable ont été analysés, pour l'Union européenne dans certains de ses États membres (France, Espagne, Allemagne) et à partir de la proposition de plan de relance présentée par la Commission européenne le 27 mai, et dans les pays émergents et en développement. L'Iddri s'est penché notamment sur le rôle – nouveau – que devraient y jouer les banques publiques de développement à la faveur d'instruments de financement innovants et, plus globalement, l'Agenda 2030 pour le développement durable comme socle de la séquence « urgence-relance-réforme ». Partout, la question de la dette va se poser de manière aiguë, et devra s'accompagner d'une importante solidarité internationale. Concernant les relations entre l'Europe et l'Afrique, les directeurs du European Think Tanks Group (DIE, ECDPM, IAI, Iddri, ODI) ont publié dans plusieurs États membres et à Bruxelles une tribune sur le renforcement du partenariat entre les deux continents, la crise représentant un test significatif pour mettre en pratique le « partenariat des égaux » que l'Union européenne appelle de ses vœux.



DÉCRYPTAGES ET NOTES

- [De One Health à Ecohealth, cartographie du chantier inachevé de l'intégration des santés humaine, animale et environnementale](#)
- [Financement de l'Agenda 2030 pour le développement durable : conditions préalables et opportunités de l'après-crise du Covid-19](#)
- [Risque de zoonoses et faune sauvage : options pour la régulation](#)
- [Quelle gouvernance mondiale pour mieux lutter contre les pandémies zoonotiques ?](#)
- [Quelles initiatives politiques internationales pour la prévention des maladies infectieuses d'origine zoonotique ?](#)

BILLETS DE BLOG

- 29 mai - [Plan de relance de l'Union européenne : vers une relance plus écologique ?](#)
- 12 mai - [Réaliser l'Agenda 2030 pour le développement durable : indispensable horizon pour la sortie de crise, mais comment faire ?](#)
- 29 avril - [Les impacts du Covid-19 sur les politiques de gestion de la faune sauvage en Chine et la préparation de la COP15 sur la biodiversité](#)
- 22 avril - [À quelles conditions la pandémie de Covid-19 peut-elle être un catalyseur vers des modes de vie plus durables ?](#)
- 22 avril - [Les impacts de la pandémie de Covid-19 en Inde : facteurs de risque, développement durable et action climatique](#)
- 15 avril - [Ce que la crise économique du Covid-19 pourrait changer dans l'agenda du financement du développement](#)
- 2 avril - [Entre science, politique et société, la crise fait bouger les lignes : comment y voir clair ?](#)
- 26 mars - [Un choc qui ébranle nos certitudes sur la résilience de nos sociétés : quelles réponses internationales ?](#)
- 18 mars - [L'urgence de la crise et le temps de réfléchir ensemble](#)



TRIBUNES

- [Reconstruire une Europe durable, reconstruire nos citoyennetés](#), publiée dans Telos
- [Towards a new Africa-Europe partnership after the Corona crisis](#), publiée dans Euractiv

WEBINAIRES EN REPLAY,

ORGANISÉS PAR L'IDDRI

- 19 mai - [Comment développer et financer des projets et des stratégies de développement 'alignés avec l'Agenda 2030' ?](#), 1ère session du cycle de webinaires de l'IDGM : «Financer l'Agenda 2030 dans un monde vulnérable»
- 14 mai - [Impacts de la crise du Covid-19 sur l'emploi : que peut-on attendre des organisations internationales ?](#)
- 30 avril - [Quel agenda international pour le climat et la biodiversité dans la relance post-Covid-19 ?](#)
- 24 avril - [Crise du Covid-19 et Pacte vert européen](#)
- 24 avril - [Les impacts du Covid-19 sur les politiques de gestion de la faune sauvage en Chine et la préparation de la COP 15 sur la biodiversité](#)
- 16 avril - [Epidémies, perturbations environnementales et régulations](#)
- 9 avril - [Impacts de la crise sanitaire sur l'économie et l'action climatique de la Chine : rencontre avec des acteurs chinois](#)

WEBINAIRES EN REPLAY,

ORGANISÉS PAR NOS PARTENAIRES, AVEC L'IDDRI

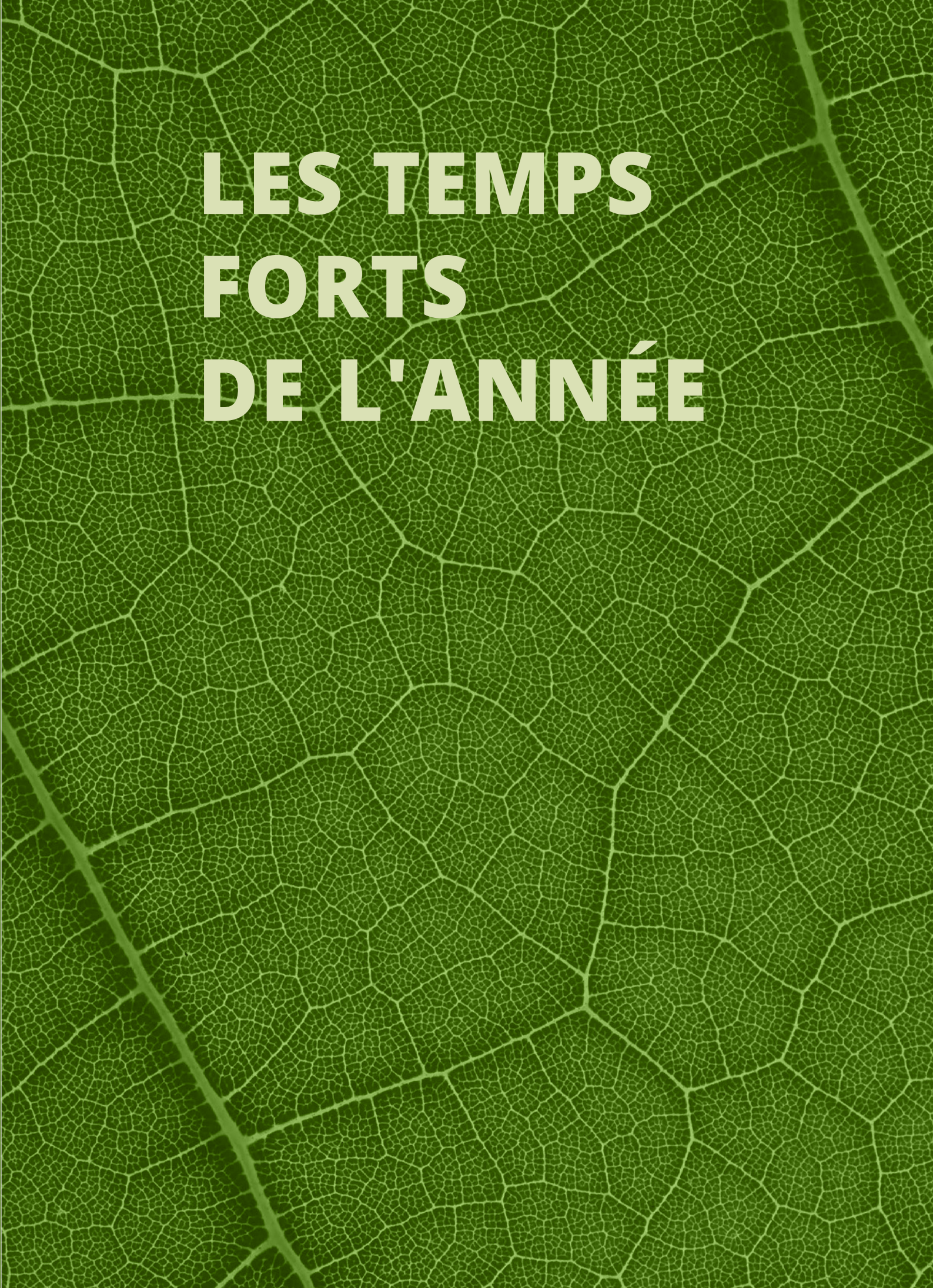
- 26 mai - [Covid-19 : Les effets sur la transition vers les énergies propres](#), organisé par la délégation de l'Union européenne au Mexique
- 14 mai - [La pandémie, catalyseur de modes de vie plus durables ?](#) organisé par Léonard
- 7 mai - [Après la crise Covid-19 : réflexions sur le développement durable, les politiques publiques et les changements dans nos sociétés](#), organisé par la CCI France Inde et Sciences Po

En outre, les impacts de la crise sur l'action environnementale ont été scrutés dans d'autres grands blocs régionaux. En Inde, la situation budgétaire dégradée de l'État laisse craindre des marges de manœuvre restreintes et la fragilité financière des entreprises, une diminution de la prise de risque ; néanmoins, la transition vers les énergies renouvelables dans le secteur de l'électricité devrait être facilitée par une meilleure attractivité, même en termes de coût, par rapport au charbon. En Chine a été lancé un plan de relance intitulé « nouvelles infrastructures », dont l'impact sur le climat et la biodiversité devra être évalué ; le pays a une opportunité unique de montrer son leadership en matière environnementale, d'entraîner une dynamique internationale et de préparer le succès de la COP 15 sur la biodiversité qu'elle présidera l'an prochain.

L'ampleur des conséquences économiques et sociales de la crise est encore incertaine. Néanmoins, d'ores et déjà, l'Iddri a identifié des leviers permettant d'une part de diversifier les activités des grandes compagnies pétrolières, dont la viabilité est remise en question, d'autre part de faire évoluer les comportements et les modes de vie, notamment à la faveur de la généralisation du télétravail, reconnaissant néanmoins la nécessité d'un débat démocratique tant les enjeux de faisabilité et d'acceptabilité sont multiples.

En 2020, la gouvernance mondiale de l'environnement devait s'articuler, notamment, autour de grands rendez-vous de négociation et de structuration des politiques, la COP 15 de la biodiversité et la COP 26 pour le climat. L'agenda du développement durable est profondément bousculé par la pandémie, dans chacune de ses trois dimensions (environnement, économie, société). Tous les acteurs (institutions internationales, gouvernements, entreprises, ONG, recherche, société civile) doivent maintenant intégrer à leur travaux la lutte contre les vulnérabilités mises au jour et accentuées par la pandémie. L'Iddri s'est mis en ordre de marche pour contribuer à relever ce défi.



The background of the entire page is a close-up photograph of a green leaf. The leaf's veins are clearly visible, creating a complex, interconnected network of light green lines against a darker green background. The veins radiate from the center towards the edges, with smaller veins branching off from the main ones.

LES TEMPS FORTS DE L'ANNÉE

L'Iddri au coeur des réseaux scientifiques mondiaux

L'analyse des interfaces climat/biodiversité

Fort de son positionnement à l'interface des différents enjeux de développement durable, l'Iddri a proposé [des éclairages et recommandations sur les interfaces climat/biodiversité](#) et a participé à la mise de ce sujet à l'agenda politique, notamment en amont et pendant la COP 25 de Madrid en décembre.



Cette étude plaide pour l'intégration des problématiques liées à la perte de biodiversité dans toute action climatique ambitieuse, car si certaines trajectoires de réduction des émissions de 1,5 °C peuvent être compatibles avec la protection de la biodiversité, d'autres - reposant sur un large recours notamment à l'usage des sols - pourraient avoir des conséquences très négatives sur la biodiversité. Malgré la montée à l'agenda des solutions fondées sur la nature (SFN), la science, la gouvernance internationale et la société civile continuent de cloisonner les réponses au changement climatique et à la biodiversité et de



Publications

- 11/2019. Deprez, A, Vallejo, L, Rankovic, A. [Vers une ambition climatique qui intègre \(mieux\) la biodiversité et l'usage des terres](#). Iddri, *Étude* n°8
- 04/2019. Aubert, P-M, Schwoob, M-H, Poux, X. [Agroécologie et neutralité carbone en Europe à l'horizon 2050 : quels enjeux ?](#) Iddri, *Étude* n°2
- 05/2019. Laurans, Y, Rankovic, A. [Comment enrayer l'érosion continue de la biodiversité ?](#) Iddri, *Décryptage* n°6
- 02/2020. Saujot, M, Waisman, H. [Mieux représenter les modes de vie dans les prospectives énergie-climat?](#) Iddri, *Étude* n°2



Alexandra Deprez, chercheuse sur la Gouvernance internationale du climat et Pierre-Marie Aubert, coordinateur de l'initiative Politiques agricoles européennes, à l'occasion de la réunion de la Plateforme Biodiversité 2020 du 19 septembre 2019.

sous-estimer certains enjeux clés liés à ces interfaces, comme l'évolution des pratiques agricoles. Il est donc nécessaire de renforcer la coordination entre l'action climatique et la conservation de la biodiversité. Ces travaux, novateurs, et qui ont été remarqués lors de la COP 25 à Madrid, se poursuivent actuellement.

L'agroécologie élargit son champ d'adhésion

En termes de déclinaison sectorielle, les travaux de l'Iddri sur le [déploiement de l'agroécologie en Europe](#) (scénarios TYFA, Ten Years for Agroecology, septembre 2018 et avril 2019) suscitent une reconnaissance et une demande importantes. Après une analyse biophysique, dont [les résultats continuent d'être présentés en Europe](#), dans des enceintes de haut niveau, l'Iddri travaille désormais sur les volets économiques et sociaux de la transformation des filières.



Ces travaux ont été plusieurs fois [cités publiquement par Emmanuel Faber](#), directeur général de Danone, qui en adopte volontiers les perspectives, comme le souligne la participation de cette entreprise à une [coalition mondiale d'acteurs privés en faveur de la biodiversité](#), lancée en septembre 2019 en marge de l'Assemblée générale des Nations unies, que l'Iddri accompagne de manière indépendante dans le cadre de son soutien au *One Planet Lab* coordonné par la France.

Des chercheurs de l'Inrae sont venus étoffer l'équipe de TYFA sur le volet socio-économique et sur le volet trajectoire. TYFA est régulièrement cité par Philippe Mauguin, PDG de l'Inrae, notamment dans le cadre du lancement, en mars 2020, d'une [vaste coalition universitaire européenne](#) visant à développer les alternatives aux intrants de synthèse.

IPBES, Giec océan : expertise et dissémination

L'année 2019 a été marquée par la contribution de l'Iddri à des expertises scientifiques collectives importantes, à l'échelle mondiale, et à la dissémination de leurs résultats,

notamment à travers la mise en avant des messages clés de la première [évaluation mondiale des écosystèmes de l'Ipbes](#) (mai 2019) à destination des décideurs et du public. À l'occasion de cet état des lieux global de la perte de biodiversité, l'Iddri a notamment mis en relief l'importance de bien en cerner les causes, pour que les pressions subies par le monde vivant soient identifiées et nommées (pollutions, changement d'usage des sols, et notamment pour l'alimentation humaine via l'alimentation du bétail, surpêche, etc.) afin que les décisions nécessaires pour mettre un terme à cet effondrement, en termes économiques, politiques et de gouvernance, s'appuient sur un constat scientifiquement consensuel et mondial.



Des membres de l'équipe de l'Iddri ont également participé au [rapport du Giec sur les océans](#) (septembre 2019), présenté à l'Assemblée générale des Nations unies. Ce rapport permet de mettre l'accent sur les fragilités de l'océan : il nous fournit d'immenses services, comme la régulation du climat et la fourniture de protéines pour l'alimentation, mais il est aussi victime du changement climatique (réchauffement, acidification, augmentation du niveau de la mer, diminution de l'oxygène), ce qui met en péril les services qu'il nous rend. L'Iddri a contribué activement à la [couverture médiatique du rapport](#), qui a fait la Une dans le monde entier.

Mieux intégrer les modes de vie dans les prospectives

L'Iddri a proposé aux experts de la prospective énergie-climat des voies pour mieux intégrer les modes de vie (alimentation, déplacements, etc.) aux scénarios prospectifs. Mieux intégrer ces dimensions dans les prospectives permet d'aller au-delà d'approches uniquement techniques en élargissant le champ des débats politiques (ex. scénarios alternatifs), de traduire la transition dans des termes plus concrets et de sortir des silos disciplinaires. Les travaux de l'Iddri permettent également d'en souligner la dimension politique.

L'Iddri nourrit et facilite les négociations internationales

Biodiversité : préparer la COP 15

L'Iddri est mobilisé à la fois pour la production d'expertise et pour son rôle de facilitateur de dialogue et de négociation dans la préparation de la [COP15 de la Convention sur la diversité biologique](#) (CDB), qui devait se tenir en 2020 et qui a été reportée en 2021. L'Iddri produit des travaux permettant d'attirer l'attention sur les points techniques, juridiques ou politiques les plus sensibles de cette négociation, afin que l'accord qui en sortira soit opérationnel et déclinable à l'échelle mondiale. Par exemple, l'Iddri propose d'instaurer un travail partenarial entre les conventions traitant des produits chimiques et la CDB pour en dégager une synergie vertueuse. L'Iddri a pu organiser des ateliers de négociateurs entre l'Europe et plusieurs partenaires importants, comme la Chine, des pays d'Amérique latine ou encore des pays africains.



L'ensemble de ses travaux et prises de parole, notamment grâce aux rendez-vous réguliers de la [Plateforme biodiversité](#) destinée à la bonne information des acteurs français, et via la presse, concourent à une meilleure connaissance et sensibilité de la société et des décideurs politiques sur ces enjeux.



Réunion de la Plateforme Biodiversité 2020, 17 janvier 2020, à Sciences Po (amphithéâtre Boutmy).

Coopérer pour l'action climatique

Au-delà de sa contribution centrale sur les interfaces climat/biodiversité, l'Iddri a formulé des propositions pour la mise en œuvre de l'Accord de Paris (notamment sur les pertes et préjudices), organisé de nombreux dialogues de négociateurs à l'échelle européenne pour une stratégie ambitieuse et coordonnée, et a réuni à Madrid, en coopération avec le Real Instituto Elcano (RIE), un atelier sur la « Géopolitique de l'augmentation de l'ambition climatique ». Rassemblant des chercheurs-experts de nombreux *think tanks* sur les politiques internationales et le climat basés en Europe, en Amérique latine, en Chine et en Afrique, il a permis de croiser les perspectives pour identifier les conditions stratégiques les plus importantes pour accroître l'ambition climatique dans un contexte géopolitique conflictuel. Leurs principales conclusions et propositions en vue du renforcement de l'ambition ont été publiées dans une note commune.



Éclairer le traité sur la haute mer

Alors que les négociations pour protéger la haute mer par la conclusion d'un accord international se poursuivent aux Nations unies, l'Iddri conforte son rôle de décryptage des enjeux, en participant comme observateur aux sessions de négociations et en analysant le texte en discussion, mais s'est aussi penché en 2019 sur des aspects plus techniques dont les négociateurs ont besoin de comprendre les enjeux pour avancer. En particulier, sur la manière d'assurer le suivi, le contrôle et la surveillance de l'océan, condition préalable au succès des outils de gestion par zone, y compris les aires marines protégées, et pouvant par ailleurs jouer un rôle clé dans de nombreux autres aspects du futur traité sur la haute mer.



Bilan qualitatif de la mise en œuvre des ODD

Fort de sa compréhension des interfaces entre enjeux économiques, sociaux et environnementaux, l'Iddri formule des propositions cohérentes pour la mise en œuvre de l'Agenda 2030. Dans les premiers mois de 2019, l'Iddri s'est mobilisé pour participer, au sein de l'Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale (IDGM) et avec d'autres *think tanks*, au T7, le club des think tanks du G7 coordonnés pour proposer de la substance à la présidence française du G7, et notamment en matière de développement, aux côtés et au profit des pays africains. L'Iddri a notamment souligné la nécessité d'intervenir sur les causes des vulnérabilités et, ce faisant, de mettre en œuvre l'Agenda 2030 des Nations unies. Ce G7 a notamment abouti à la mise en place d'un groupe de travail OCDE/PNUD pour clarifier ce que l'on entend par investissements ODD-compatibles, auquel l'Iddri participe activement.



L'Iddri peut notamment se fonder pour cela sur le bilan qualitatif de la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) depuis leur adoption en 2015 qu'il a réalisé, soulignant parfois l'existence de freins, la nécessité d'entrer en rupture avec le modèle actuel, et proposant des solutions pour qu'ils puissent être envisagés et utilisés comme moteurs de transformation, alors que s'ouvre la Décennie d'action (*Decade of Action*) lancée en septembre 2019 par le secrétaire général des Nations unies.



Guillaume Cohen (OCDE), Nicolas Blanc (AFD), Damien Barchiche, directeur du programme Gouvernance du développement durable et Elisabeth Hege, chercheuse au sein du programme Gouvernance, lors du Mardi de l'Iddri organisé le 15 octobre 2019 : «L'Agenda 2030 pour le développement durable : un défi pour tous, ou pour personne ?»



Publications

- 06/2019. Kinniburgh, F, Rankovic, A. Mobiliser les conventions chimiques en faveur de la protection de la biodiversité. Iddri, *Décryptage* n°7
- 01/2020. Rankovic, A. Dialogue EU-Chine sur la route de la COP 15 : Troisième Atelier biodiversité (Novembre 2019). Iddri, *Compte-rendu*
- 11/2019. Anisimov, A, Vallejo, L. Pertes et préjudices dans la Convention climat: pistes d'évolution pour le Mécanisme international de Varsovie. Iddri, *Décryptage* n°13
- 12/2019. La nouvelle géopolitique de la gouvernance climatique : partager le leadership pour une ambition renforcée. Une déclaration de *think tanks*
- 01/2020. Cremers, K, Wright, G, Rochette, J, Cjerde, K, Harden-Davies, H. Une analyse préliminaire du projet de traité sur la haute mer. Iddri, *Étude* n°1
- 12/2019. Cremers, K, Wright, G, Rochette, J. Strengthening Monitoring, Control and Surveillance in Areas Beyond National Jurisdiction. STRONG High Seas project
- 10/2019. Hege, E, Barchiche, D, Rochette, J, Chabason, L, Barthélémy, P. Premier bilan et conditions de succès de l'Agenda 2030 pour le développement durable. Iddri, *Étude* n°7



L'Iddri accompagne la transition

Depuis sa création, l'Iddri s'attache à travailler à la fois à l'établissement d'accords internationaux et à leur mise en œuvre à l'échelle des pays et des entreprises pour accompagner la transition environnementale.



Sébastien Treyer, lors du Marine Regions Forum, le 30 septembre 2019 à Berlin.

Les régions marines à la loupe

L'Iddri a co-organisé avec un partenaire allemand, l'IASS (Institute for Advanced Sustainability Studies), un large forum de parties prenantes de la gestion régionale des espaces maritimes, le [Marine Regions Forum](#), à Berlin, pendant 3 jours, pour favoriser l'échange de bonnes pratiques entre régions marines.



Par ailleurs, [le projet Cobia](#), destiné à aider à la préservation de la biodiversité marine qui pourrait être fragilisée par l'exploitation pétrolière en Afrique de l'Ouest, se poursuit. L'Iddri y soutient des acteurs locaux de quatre pays. Dans ce cadre, une journée d'information et d'échanges sur la régulation des activités pétrolière offshore s'est tenue à l'Assemblée nationale sénégalaise à Dakar, avec l'ensemble des acteurs impliqués, et notamment la société civile.



Publications

- 06/2019. Fosse, J. [Verdir le tourisme bleu : la nécessaire transition vers un tourisme côtier et maritime durable pour protéger nos océans et le climat](#), eco-union.
- 10/2019. Anisimov, A, Vallejo, L, Magnan, A. [L'adaptation au changement climatique en France : focus sur le cadre national](#). Iddri, *Décryptage* n°11
- 12/2019. [Getting to Net-Zero Emissions - Enseignements tirés \(Amérique Latine et des Caraïbes\)](#). Inter-American Development Bank, DDP Network.



Réunion de la Plateforme Biodiversité 2020, 17 janvier 2020, à Sciences Po (amphithéâtre Boutmy).



Elisabeth Borne, à l'occasion de la conférence organisée au Sénat le 31 octobre 2019, « Adaptation au changement climatique : donnons une impulsion politique ».

L'Iddri a également participé à la rédaction d'un rapport sur l'impact du tourisme de masse en zone côtière et en mer, qui a eu un très fort impact médiatique en juin 2019.

Décarboner sur tous les continents

Parallèlement à son intervention auprès des enceintes de négociation, l'Iddri a poursuivi l'extension de son réseau Deep Decarbonization Pathways (DDP), visant à développer les capacités des acteurs de nombreux pays à penser et communiquer leurs stratégies de décarbonation à travers des trajectoires de long terme. Après avoir travaillé avec plusieurs pays du G20, le projet DDP s'est étendu l'année dernière à l'Amérique latine, et se tournera cette année vers l'Afrique. Ces travaux sont soutenus par la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Agence française de développement (AFD), pour qui ces trajectoires sont un outil clé pour construire, en dialogue avec les gouvernements des pays récipiendaires, des portefeuilles de projet compatibles avec l'Accord de Paris.



Quelle adaptation en France ?

À l'échelle française, l'Iddri a souhaité en 2019 mettre l'accent sur l'urgence de prendre en compte de manière plus large la nécessité de s'adapter aux conséquences

inévitables du réchauffement. À travers une note de décryptage sur des dispositions existantes en matière d'adaptation, l'Iddri a émis des recommandations adressées à l'État, plaidant pour une clarification et une meilleure coordination entre les autorités sectorielles. Alors que d'autres *think tanks*, mais aussi des parlementaires, ont travaillé l'année dernière sur différents angles de cette question de l'adaptation en France, l'Iddri a organisé, en joignant ces énergies, [un événement de présentation de l'ensemble de ces rapports et propositions](#), sous le parrainage de la délégation à la Prospective du Sénat, auquel a participé la ministre de la Transition écologique Elisabeth Borne.



Les ODD, c'est aussi en France !

Concernant la mise en œuvre des ODD par tous les États, la France s'est dotée en septembre dernier d'une [feuille de route](#), issue d'un processus de concertation dans lequel l'Iddri a joué un rôle actif, ayant permis la définition de 6 enjeux, parmi lesquels les questions de santé, de protection de la biodiversité et du climat. Les acteurs français, autorités publiques, entreprises, société civile, s'engagent, avec cette feuille de route, à faire de l'Agenda 2030 le référentiel de base du développement durable du pays.

L'Iddri réinvestit le champ du commerce

L'Iddri redéveloppe, comme à sa création, un axe de travail sur la question centrale du commerce et plus spécifiquement des accords commerciaux bilatéraux, actuellement discutés en grand nombre entre l'Union européenne et des partenaires tiers, en cherchant à déterminer les modalités politiques et techniques permettant qu'ils bénéficient à un développement plus durable.

Ce thème de travail va permettre de consolider les avancées obtenues lors d'études menées ces dernières années, mettant en exergue l'effet sur la perte de biodiversité via la perte des forêts, de certaines productions alimentaires tropicales (notamment [huile de palme](#) et [cacao](#)). Ces travaux, assortis de recommandations à destination des instances politiques européennes ou des grands acheteurs européens, éclairent les stratégies de lutte contre la déforestation importée qui commencent à se mettre en place, comme la stratégie nationale de lutte contre la déforestation importée (SNDI) en France, ou le projet européen, encore peu avancé, de se doter également de pratiques et usages plus protecteurs pour les forêts. Yann Laurans, directeur du programme biodiversité, a par ailleurs été nommé membre de la Commission Ambec, mise en place par le Premier ministre pour étudier l'impact de l'accord commercial UE-Mercosur en termes de développement durable. Au-delà de ces questions commerciales, en pleine crise des incendies qui ont brûlé d'immenses surfaces de l'Amazonie à l'été 2019, l'Iddri a pu alimenter la réflexion sur [le statut de protection](#) que l'on pourrait lui donner, au moment où Emmanuel Macron cherchait à construire une initiative internationale à ce sujet.

Au tout début de 2020, l'Iddri a organisé à Sciences Po avec la Fondation Cartier pour l'art contemporain une conférence avec deux [chefs amérindiens](#) venus porter la parole de leurs peuples pour la protection de l'Amazonie.



Conférence «Le combat des peuples amérindiens : comprendre un enjeu planétaire», organisée à Sciences Po le 29 janvier 2020.



Publications

- 10/2019. Amiel, F, Laurans, Y, Muller, A. [Les chaînes de valeur agricoles au défi de la biodiversité : l'exemple du cacao-chocolat](#), Iddri, *Étude* n°05.
- 10/2019. Chabason, L. [Un statut de protection pour l'Amazonie?](#) Iddri, Billet de blog
- 02/2020. Laurans, Y, Treyer, S, Amiel, F. [Comment faire plus pour les chefs indiens d'Amazonie ?](#) Iddri, Billet de blog

Europe : l'Iddri intervient en coalition de *think tanks*

L'Europe est une zone d'intervention privilégiée de l'Iddri. Le *think tank* y déploie depuis sa création ses capacités analytiques et de réseau pour faire progresser les politiques transversales et sectorielles en matière de développement durable.

2019 a été l'année des élections européennes. L'Iddri a pris part au débat qui les a précédées avec l'organisation de plusieurs conférences à Sciences Po, d'abord autour de propositions substantielles sur un nouveau modèle économique européen (2018) puis à travers l'organisation d'[un débat entre candidats](#), qui a permis de confronter de façon constructive les points de vue sur ce que peut ou doit être une Europe durable.



Conférence «Élections européennes : comment construire une Europe plus durable ? Les candidats nous répondent !» organisée à Sciences Po le 4 mai 2019.

L'Iddri a encore renforcé cette dimension européenne grâce à sa participation toujours plus active à deux réseaux de *think tanks* européens : Think Sustainable Europe, coordonné par le *think tank* bruxellois IEEP, sur les politiques intérieures, et European Think Tanks Group sur la coopération pour le développement et l'action extérieure, dirigé par Geert Laporte (directeur adjoint du *think tank* européen basé à Maastricht ECDPM). Ainsi, après la mise en place de la nouvelle Commission européenne, des membres de l'Iddri ont été invités, au sein de ces coalitions, à des échanges de travail approfondis par les cabinets de la présidente de



Débriefing entre l'IEEP, l'Iddri, le SEI et Ecologic suite à leur réunion avec les cabinets de Frans Timmermans, Stella Kyriakides et Virginijus Sinkevičius, février 2020.

la Commission Ursula von der Leyen et du vice-président chargé du Pacte vert Frans Timmermans.

La qualité de ces échanges de haut niveau se nourrit de travaux au long cours de l'Iddri, parmi lesquels on peut citer le [projet RIPPLES](#) (Results and Implications for Pathways and Policies for Low Emissions European Societies). Ce projet de recherche européen de grande ampleur, impliquant 18 partenaires et coordonné par l'Iddri, et qui avait été lancé en 2015, est arrivé à son terme à la fin de 2019. Il a permis d'analyser les transformations des systèmes énergétiques, et de l'économie en général, nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord de Paris. Il a également permis de préciser les mesures nécessaires pour atteindre des objectifs de décarbonation plus profonds et plus ambitieux et de caractériser les conséquences socio-économiques induites. Le projet a par exemple plaidé pour la création d'un [club sectoriel de gouvernements et d'industries, par exemple sur l'acier](#), et a pu montrer la pertinence de travailler à la mise en œuvre de plans de décarbonation sectoriels à l'échelle nationale dans les États membres.



L'Iddri consolide et élargit son influence

Lors des deux dernières années environ, les débats sur le développement durable et en particulier l'urgence de traiter la crise climatique sont largement sortis de sphères réduites à l'interface science/décision politique. Les jeunes, les étudiants, des ONG plus nombreuses et variées, des mouvements militants se sont renforcés et alimentent leurs engagements personnels ou militants par des informations qu'ils trouvent par différents canaux. L'Iddri y prend toute sa place également.

Dans ce mouvement, l'Iddri a renforcé son partenariat avec Sciences Po, sous le label "[Climate Action: Make it Work](#)" en co-organisant des événements importants, comme le débat lors des élections européennes ou la conférence des chefs amérindiens citée plus haut, mais aussi via l'enseignement et des partenariats éditoriaux. Alors que la plupart des chercheurs de l'Iddri enseignent aussi à Sciences Po, [le directeur de l'Iddri](#) a été associé cette année à un comité menant une analyse en profondeur des enseignements délivrés, et qui a pu émettre des recommandations endossées par la direction de Sciences Po à travers l'adoption d'une feuille de route 2020-2023 intitulée « [Enrichir et accroître l'écosystème de formation et de recherche sur les transformations planétaires](#) ». Plusieurs billets de blog de l'Iddri, décryptages, cadrages ou propositions, ont été repris et valorisés sur le site de Sciences Po.



Conférence « Le combat des peuples amérindiens : comprendre un enjeu planétaire », à Sciences Po (amphithéâtre Émile Boutmy) le 29 janvier 2020.

Dans le même temps, l'Iddri, aujourd'hui reconnu comme un *think tank* de référence dans la presse, pousse ses messages ou répond à des sollicitations de la presse de manière quotidienne, en France, à l'échelle européenne et parfois mondiale. En particulier, les COP Climat et la préparation de la prochaine COP Biodiversité restent des occasions majeures de sollicitations médiatiques. Des collaborateurs de l'Iddri sont également largement sollicités pour leur expertise scientifique et participent activement à des « moments » d'actualité, comme ce fut le cas en 2019 lors de la sortie des rapports du Giec ou de l'Ipbes.



Au fil de l'année 2019, les rendez-vous des séminaires mensuels de l'Iddri sur l'économie du développement durable (anciennement les SDDEE), les [Mardis de l'Iddri](#), ont connu des succès croissants, en rencontrant une plus grande diversité de participants. Alors que l'Iddri commençait, dans les derniers mois de 2019, à mettre en place des comptes-rendus numériques, [podcasts](#) audio, vidéo ou écrits afin de partager plus largement le contenu de ces séminaires, le confinement liée à la pandémie de Covid-19 a conduit l'institut à se tourner vers un public plus large, [sous forme de webinaires](#), dont les plus récents approchent 1 000 vues en direct (plus de 3 000 en *replay*), ce qui sera indubitablement transformatif de ses pratiques futures. Enfin, pour contribuer à l'expérimentation d'une nouvelle forme de participation démocratique, l'Iddri s'est beaucoup investi aux côtés de la Convention citoyenne sur le climat, installée par Emmanuel Macron pour formuler des propositions en matière de politique climatique. Michel Colombier en a été membre du Comité gouvernance, Sébastien Treyer du groupe d'experts qui intervient en appui aux travaux de la Convention, et plusieurs chercheurs de l'Iddri ont suivi et analysé son fonctionnement. Un premier bilan en a été tiré quand la Convention a rendu ses conclusions. D'ores et déjà, les multiples réflexions sur les modalités d'animation d'un tel groupe et l'écoute de la manière dont les citoyens formulent leur compréhension des enjeux et des problématiques représentent un formidable champ d'analyse pour l'Iddri.

L'IDDRI PLATEFORME D'ACTEURS



Témoignages de partenaires

LAURENCE PESSEZ, BNP PARIBAS



*Laurence Pessez,
Directrice Responsabilité
sociétale et environnementale,
BNP Paribas*



BNP Paribas soutient les travaux de l'Iddri en *core funding* (financement non fléché) depuis 2016 et ce partenariat nous apporte beaucoup. En tant que banque européenne opérant dans 75 pays et finançant tous les secteurs d'activité, nous devons gérer risques et opportunités liés au climat et à la biodiversité et pouvoir échanger sur ces sujets avec les experts de l'Iddri nous est d'une grande aide. Sur un autre plan, j'apprécie beaucoup que l'Iddri nous décrypte dans le cadre du « club entreprises » les enjeux diplomatiques des grandes négociations internationales, ou à l'échelon national le fonctionnement de la Convention citoyenne pour le climat. Enfin, je suis fière que BNP Paribas soutienne l'Iddri, *think tank* dont la voix est entendue et respectée partout où il se passe quelque chose d'important pour la construction d'un monde plus durable. »

THOMAS MÉLONIO, AFD



*Thomas Mélonio,
Directeur exécutif de l'Innovation, de
la recherche et des savoirs, Agence
française de développement (AFD)*



L'AFD et l'Iddri partagent l'ambition de freiner autant que possible le réchauffement climatique. Notre avenir se jouera beaucoup dans les pays en développement, dès lors que les seules Chine et Inde représentent 35% des émissions mondiales, la France moins de 1%. Pour comprendre puis incurver les courbes des émissions de chaque pays, nous avons besoin d'en comprendre les ressorts, et donc de modèles de trajectoires de long terme. L'AFD soutient le projet de l'Iddri et de ses partenaires du projet « Deep decarbonation Pathways ». Après une ouverture à l'Amérique du Sud, de telles trajectoires seront établies cette année en Afrique (Sénégal, Nigeria) avec des acteurs locaux. Il faudra bien sûr financer ces transitions justes : ce sera l'objet d'un sommet mondial des Banques de développement en novembre 2020. L'Iddri et l'IDGM (Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale) y seront étroitement associés, pour faciliter le dialogue entre chercheurs et décideurs. »

LI SHUO, GREENPEACE



*Li Shuo,
Greenpeace Asia*



Au cours de ma collaboration avec l'Iddri, l'institut s'est placé au premier plan de la politique mondiale sur le climat et la biodiversité. Que ce soit en facilitant des débats francs à la CCNUCC (Convention Climat de l'Onu), en proposant des solutions pratiques pour la CDB (Convention Biodiversité) ou en organisant des débats en ligne pertinents à l'ère de la Covid-19, l'Iddri a contribué de manière décisive à faire progresser la gouvernance mondiale des crises environnementales les plus urgentes qui frappent la communauté internationale. Tout au long de cette période, l'Iddri est parvenu à rapprocher un peu plus de la réalité notre vision commune, en plaçant le développement vert au cœur des relations internationales. »

Partenaires scientifiques et réseaux d'expertise

Partenariats historiques et fondateurs

Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale

Associant depuis 2008 l'Iddri et la Ferdi, l'IDGM (Initiative pour le développement et la gouvernance mondiale) constitue le pôle français de *think tanks* sur la solidarité internationale et le développement durable. Cette initiative, associant également le Cerdi depuis 2011, a reçu le label de Laboratoire d'excellence, confirmé en 2015 par une évaluation internationale ayant souligné que les trois institutions constituent un exemple de référence en France pour la capacité à s'appuyer sur une recherche scientifique d'excellence dans le but d'intervenir dans les débats politiques internationaux.

[En 2020, l'IDGM a contribué à structurer le débat international sur la crise de la Covid-19 et l'Agenda 2030 à travers une série de webinaires « Financer l'Agenda 2030 dans un monde vulnérable ».](#)

Partenariat stratégique avec Sciences Po

Une spécificité importante de l'Iddri provient de son ancrage à Sciences Po, dans le cadre d'un partenariat stratégique noué depuis 2007. L'Iddri et Sciences Po partagent la vision du lien entre sciences et politiques comme un véritable enjeu d'analyse et d'actions concrètes. Les deux institutions s'attachent à faire contribuer la diversité des approches en sciences sociales dans leurs travaux de recherche et activités. Outre son implication en termes d'enseignement dans les cours sur les enjeux internationaux de développement durable, l'Iddri développe des collaborations de recherche avec les différents laboratoires de Sciences Po.

En 2019 et en 2020, l'Iddri et Sciences Po ont co-organisé deux conférences phares :

- [Élections européennes : comment construire une Europe plus durable ? Les candidats nous répondent !](#)
- [Le combat des peuples amérindiens : comprendre un enjeu planétaire.](#)

Réseaux européens de *think tanks* et de parties prenantes

L'Europe fait face à la fois à des responsabilités majeures pour la mise en œuvre des engagements internationaux de développement durable et pour mettre en œuvre un Pacte vert pour l'Europe qui constitue un projet politique très ambitieux, déterminant vis à vis des citoyens européens, des acteurs économiques du continent, mais aussi pour l'ensemble de la planète. Les *think tanks* européens se sont rassemblés en alliances pour participer aux débats clés pour l'Europe et son rôle dans le monde, en intervenant conjointement auprès des institutions bruxelloises et dans les débats au sein des États membres.

L'Europe en transition

L'Iddri fait ainsi partie de la coalition de *think tanks* [Think Sustainable Europe](#) mise en place par l'IEEP, et qui regroupe notamment le SEI, Ecologic, TMG Sustainability, et comprendra bientôt des *think tanks* de premier plan d'Europe du Sud et de l'Est.

Pour en savoir plus, découvrez la tribune co-signée par les membres de la coalition (en anglais uniquement) : ["Europe's recovery plans must pass five sustainability tests"](#).

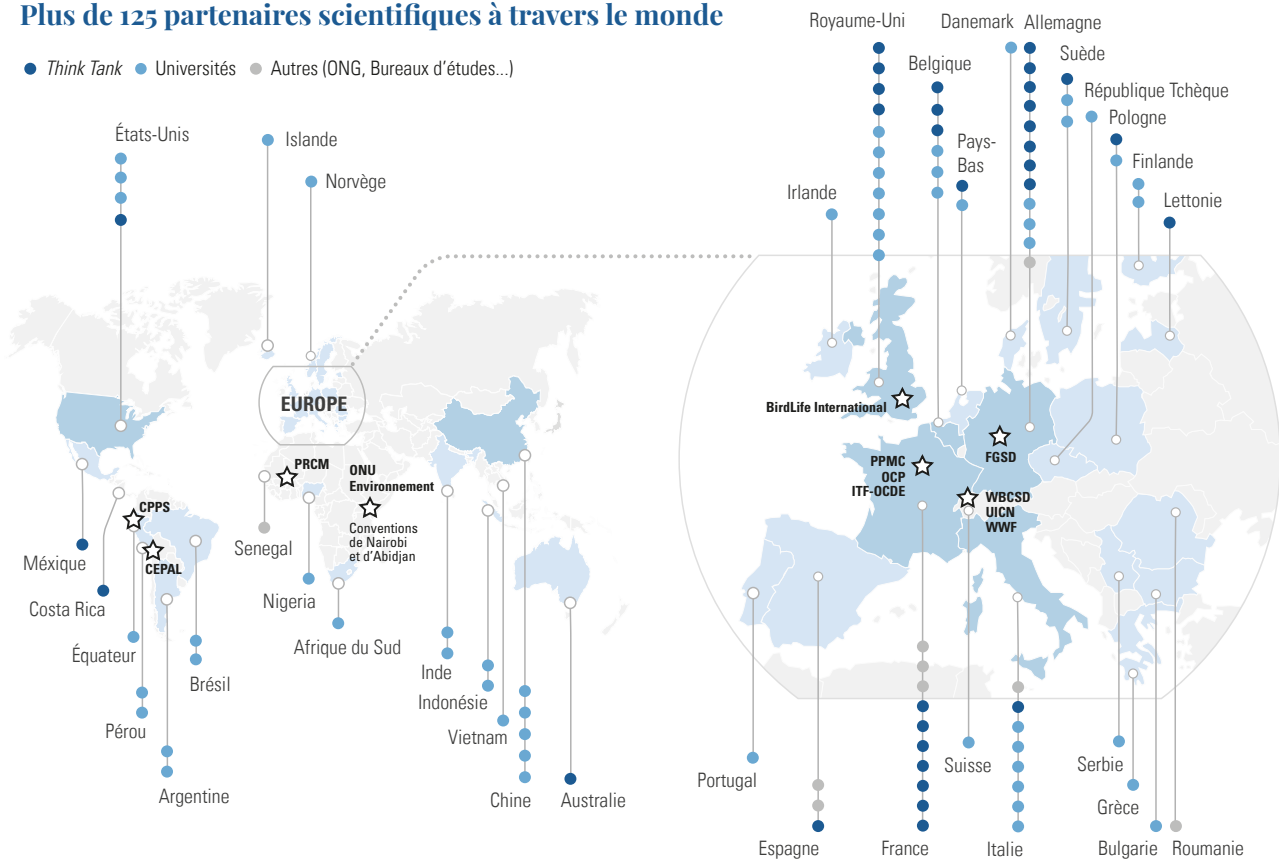
Des réseaux en Europe pour agir dans le monde

L'Iddri est également membre de l'alliance [European Think Tanks Group \(ETTG\)](#), qui rassemble les principaux *think tanks* européens sur le développement (ODI à Londres, DIE à Bonn, ECDPM à Maastricht et Bruxelles, IAI à Rome et Iddri à Paris), et intervient en partenariat avec plusieurs *think tanks* majeurs en matière d'environnement et de développement durable (IEEP à Bruxelles, SEI à Stockholm et Tallin, IASS à Potsdam, Ecologic et Agora Energiewende à Berlin, BC3 à Bilbao et Elcano à Madrid, Climate Strategies, E3G et Chatham House à Londres, WISE Europa à Varsovie).

Pour en savoir plus, découvrez la tribune co-signée par les membres d'ETTG (en anglais uniquement) : ["Towards a new Africa-Europe partnership after the Corona crisis"](#).

Plus de 125 partenaires scientifiques à travers le monde

● Think Tank ● Universités ● Autres (ONG, Bureaux d'études...)



☆ Organismes internationaux

CEPAL, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'ONU | CPPS, Commission Permanente du Pacifique Sud de l'ONU | FGSD, Friends of Governance for Sustainable Development, coalition coordonnée par les gouvernements allemand, marocain, nigérian, sud-coréen et roumain | ITF-OCDE, Forum international du transport de l'OCDE | OCP, Ocean and Climate Platform | ONU Environnement, Secrétariat de la Convention d'Abidjan et Secrétariat de la Convention de Nairobi | PPMC, Paris Process on Mobility and Climate | PRCM, Partenariat régional pour la conservation de la zone côtière et marine (Mauritanie, Cap Vert, Sénégal, Gambie, Guinée Bissau, Guinée, Sierra Leone) | UICN, Union internationale pour la conservation de la nature | WBCSD, World Business Council For Sustainable Development | WWF, Fonds mondial pour la nature.

Vous pouvez consulter [ici](#) la liste complète des partenaires scientifiques de l'Iddri.

Réseaux scientifiques nationaux et mondiaux

Analyser les contextes domestiques

Soutenu par de grands instituts de recherche français depuis sa fondation (CNRS, Inrae, Cirad), l'Iddri appartient à des réseaux internationaux de premier plan, comme le Earth System Governance Network. De plus, l'Iddri construit de manière volontariste des réseaux « multi-domestiques » pour observer et analyser les transformations des sociétés dans la diversité des contextes nationaux, ainsi que pour permettre l'émergence et la consolidation de capacités d'intervention dans les débats politiques de ces différents pays. C'est le cas par exemple des réseaux constitués à travers [l'initiative Deep Decarbonization Pathways](#) sur l'élaboration de trajectoires de développement décarbonées et le projet européen [RIPPLES](#) sur les trajectoires et politiques pour des sociétés européennes bas-carbone.

Dialogues bilatéraux

L'Iddri s'inscrit dans une perspective de dialogue sur les politiques de développement durable entre Europe et pays émergents. Notamment, l'Iddri collabore en ce sens avec plusieurs *think tanks* chinois : NCSC sur les politiques et négociations climatiques, PRCCE sur les négociations en matière de biodiversité, et l'INSE autour des questions de développement.

Réseaux multi-acteurs thématiques

L'Iddri développe des alliances avec d'autres parties prenantes du débat pour renforcer sa capacité d'intervention, de manière spécifique selon les sujets. Par exemple, sur l'océan, dans le cadre du Forum sur la gouvernance régionale de l'océan, et en amont de la négociation du nouveau Cadre mondial de la biodiversité pour l'après-2020, l'Iddri travaille en alliance avec l'UICN, le PRCM, la FRB, l'OFB, UN Environment, IASS, PBL, la CEPAL, la COI de l'Unesco et avec les conventions de mers régionales (Abidjan, Nairobi, Pacifique Sud).



Partenaires financiers

Partenaires en financements non fléchés

Le modèle financier de l'Iddri repose de manière centrale sur le soutien en financements non fléchés (ou *core funding*) ou en nature de ses membres fondateurs et partenaires de long terme.

Les financements des entreprises fondatrices (EDF, Engie, Veolia), des centres de recherche (Inrae) et des ministères (Enseignement supérieur et Recherche, Affaires étrangères, Environnement) sont complétés par des apports en nature liés au partenariat stratégique avec Sciences Po et le Cirad, ainsi que par le programme IDGM soutenu par les produits financiers d'un prêt à long terme de l'AFD. Le renforcement de ce programme, IDGM+, a permis d'obtenir un financement Labex en 2011. Parallèlement, la plupart des entreprises fondatrices de l'Iddri ont continué à accompagner l'institut et ont été rejointes par de nouveaux partenaires (BNP Paribas, Danone, GRDF, Renault, Vinci et Suez).

Partenaires sur projets

Sur cette base, l'Iddri fait participer des partenaires très diversifiés au financement de ses projets. L'institut est ainsi reconnu et soutenu par de nombreux organismes publics français, par la Commission européenne, ainsi que par des organisations internationales et des fondations philanthropiques.

Partenaires financiers en 2019

IDGM

Produits financiers issus d'un prêt de l'AFD

IDGM + / Labex /

Investissements d'avenir

Dons d'entreprises

- BNP Paribas
- Danone
- EDF
- Engie
- GRDF
- Renault
- Suez
- Veolia
- Vinci

Organismes publics français

- Agence de la transition écologique (Ademe)
- Office français de la Biodiversité (OFB)
- Agence française de Développement (AFD)
- Agence nationale de la recherche (ANR)
- Caisse des dépôts et consignations (CDC)
- Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad)
- Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae)
- Expertise France
- Fonds français pour l'environnement mondial
- Ministère de la Transition écologique (MTE)
- Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation (MAA)
- Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
- Ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (MESRI)

Commission européenne

- DG Recherche (RIPPLES, CD-LINKS, SUFISA, VALUMICS)

Organismes internationaux

- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)
- Ministère de l'Environnement allemand (BMU)
- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN)
- Parlement européen
- Climate Strategies

Fondations

- European Climate Foundation (ECF)
- Fondation Bill et Melinda Gates (FBMG)
- Fondation Charles Léopold Mayer pour le progrès de l'homme (FPH)
- Fondation d'entreprise Michelin
- Fondation KR
- Fondation MAVA
- Fondation Didier et Martine Primat
- Fondation Daniel et Nina Carasso



Chiffres clés

Les publications au cœur du mode d'intervention de l'Iddri

Les publications de l'Iddri portent les résultats de ses travaux de recherche et diffusent ses messages clés.

Cinq typologies de contenus composent les collections Iddri (les *Décryptages*, les *Études*, les *Propositions*, les *Documents de travail* et les billets de blog), afin de répondre au mieux à nos différents objectifs : décrypter les enjeux, nourrir les débats et réflexions, formuler des propositions sur les conditions nécessaires à la mise en œuvre de la transition écologique et du développement durable. Les messages sont également portés *via* des publications scientifiques à comité de lecture, des rapports écrits en partenariat avec d'autres institutions ou encore différents formats médiatiques (quotidiens, magazines, etc.).

Un processus de travail basé sur le réseau et le partenariat

Les publications sont le fruit des travaux réalisés par les chercheurs de l'Iddri et leurs quelque 100 partenaires, alimentés par des ateliers de dialogue avec les parties prenantes (administrations, entreprises, ONG, etc.). Ces publications sont mises à la disposition de tous sur le site de l'Iddri et diffusées selon différents canaux et modalités pour atteindre différents types d'audience : conférences, discussions bilatérales, médias, réseaux sociaux, newsletter hebdomadaire de l'institut (Lettre de l'Iddri).

Un impact qui s'élargit

Les chiffres clés présentés dans ce rapport permettent de mesurer l'impact et la progression de l'Iddri dans la diffusion de ses travaux à des communautés qui s'élargissent. En 2020, l'Iddri a dépassé les 10 000 abonnés sur Twitter et a rassemblé près de 10 000 participants à ses événements (physiques et en ligne). L'institut poursuit également sa progression dans les médias, notamment en apparaissant dans des médias nationaux et internationaux influents (*Le Monde*, *The Guardian*, la BBC, notamment).



162

PUBLICATIONS

76 Billets de blog	14 Décryptages
------------------------------	--------------------------

1 Working Paper	9 Études
---------------------------	--------------------

5 Documents de proposition	14 Publications scientifiques
--------------------------------------	---

26 Rapports en partenariat	17 Autres publications
--------------------------------------	----------------------------------



MÉDIAS

4 000 Mentions ou interviews dans les médias

27 Mentions dans les grandes agences de presse mondiales (25 fois dans l'AFP, 2 fois dans Bloomberg)

13 Apparitions dans *Le Monde*

3 Mentions ou citations dans *The Guardian*

5 Mentions ou interviews sur la BBC

24 Interventions audiovisuelles au moment de la COP25 sur le climat

10 Tribunes



CONFÉRENCES

18 Conférences

9 Webinaires

950 Participants aux conférences physiques

9 000 Participants aux webinaires



ATELIERS

30 Ateliers fermés



INTERVENTIONS EXTÉRIEURES

133 Interventions extérieures, lors de conférences et colloques physiques et en ligne



SITE ET RÉSEAUX

40 Newsletters

+ **30 000** Abonnés à la newsletter

215 000 Visiteurs sur le site

+ **610 000** Pages vues

+ **10 000** Abonnés Twitter

1,5 Millions de vues sur Twitter, Facebook et LinkedIn

L'IDDRI

BUDGET

GOUVERNANCE

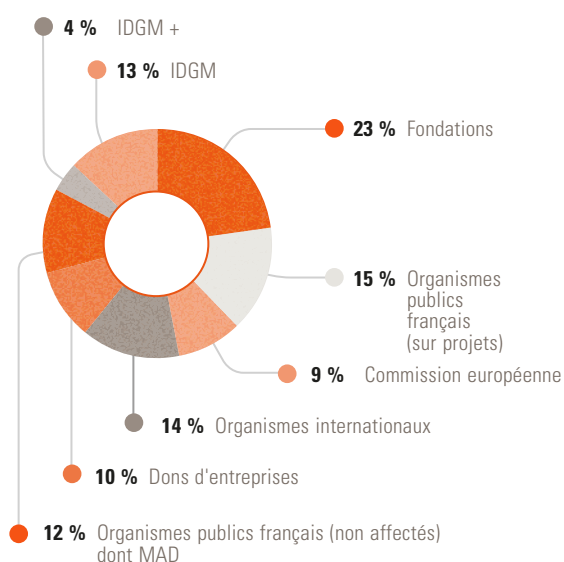
ÉQUIPE



Budget

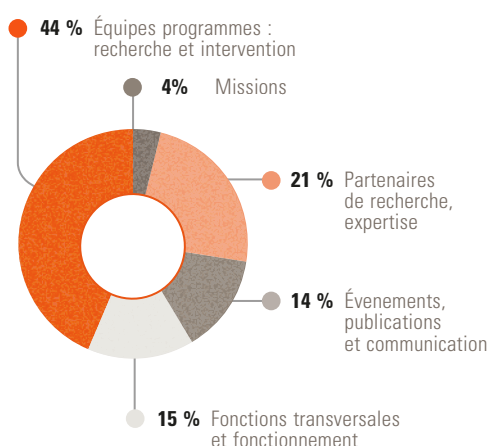
Le budget de la Fondation s'est établi à 4,7 millions d'euros en 2019 en intégrant le coût des personnels mis à disposition (MAD), soit +1 % par rapport à 2018.

Financements



Les ressources de l'Iddri sont diversifiées. L'année 2019 a été marquée par l'obtention de nouveaux financements pluriannuels, dont celui de l'Agence Française de développement en soutien au déploiement des activités du réseau Deep Decarbonization Pathways en Afrique (Nigéria et Sénégal). L'Iddri bénéficie également de nombreux financements renouvelés tous les ans de la part de partenaires privilégiés (voir la section « Partenaires financiers »).

Dépenses



Les dépenses de l'Iddri, comprenant les financements reversés aux partenaires, sont réparties entre : les programmes de recherche ; la communication et l'appui à la mise en œuvre des stratégies d'intervention (valorisation des publications, événements, relations presse, site et réseaux sociaux, etc.) ; les fonctions transversales, les charges de structures et de fonctionnement.

Organes de gouvernance

Le Conseil d'administration de l'Iddri, organe de décision, est appuyé par un Conseil scientifique pluridisciplinaire, qui assure une veille des questions scientifiques émergentes et aide à identifier les nouveaux axes de recherche, et par un Conseil d'orientation stratégique, qui réunit des représentants des différentes parties prenantes pour veiller à la pertinence de la programmation et des modalités d'intervention de l'institut. L'Iddri est une fondation reconnue d'utilité publique. Son Conseil d'administration délibère sous la surveillance d'un Commissaire du gouvernement désigné par le ministère de l'Intérieur qui veille au respect de ce statut.

CONSEIL D'ADMINISTRATION



Président : Michel Eddi

Vice-présidente : Claude Nahon

Trésorière : Anne Chassagnette

Secrétaire : Jean-François Collin

Collège des fondateurs

- BNP Paribas, représenté par Laurence Pessez
- EDF, représenté par Claude Nahon
- Engie, représenté par Anne Chassagnette
- EpE, représenté par Claire Tutenuit
- Veolia, représenté par Pierre Victoria

Collège des membres de droit

- Ademe, représenté par Valérie Quiniou-Ramus
- AFD, représenté par Hélène Djoufkelkit
- Cirad, représenté par Michel Eddi
- CNRS, représenté par Agathe Euzen
- INRA, représenté par Jean-François Soussana

Collège des personnalités qualifiées

- Célia Blauel, Maire adjointe de Paris
- Jean-François Collin, conseiller maître à la Cour des comptes
- Michel Gardette, directeur adjoint, Sciences Po
- Jean Jouzel, directeur de recherche émérite au CEA, président d'honneur du Conseil
- Laurence Tubiana, présidente directrice générale, European Climate Foundation

CONSEIL SCIENTIFIQUE



Président : Claude Henry

- Scott Barrett, université Columbia, États-Unis
- Sandra Bessudo, Fondation Malpelo, Colombie
- Ian Goldin, université d'Oxford, Royaume-Uni
- Claude Henry, Sciences Po, France / université de Columbia, États-Unis
- Paul Leadley, université Paris-Sud, France
- Mariana Mazzucato, université du Sussex, Royaume-Uni
- Mireille Razafindrakoto, IRD, France
- Johan Rockström, Stockholm Resilience Center, Suède
- Heike Schröder, université de East Anglia, Royaume-Uni
- Lord Nicholas Stern, Grantham Research Institute on Climate Change and the Environment, I.G. Patel Professor of economics & government, LSE, Royaume-Uni
- Sybille Van Den Hove, université autonome de Barcelone, Espagne
- Elke Weber, université Columbia, États-Unis
- Zhongxiang Zhang, université Fudan, Chine

CONSEIL D'ORIENTATION STRATÉGIQUE



Présidente : Julia Marton-Lefèvre

- Bertrand Badré, Blue like an Orange Sustainable Capital
- Carmen Becerril, Bloomberg New Energy Finance
- Thomas Becker, String
- Jérôme Bignon, sénateur de la Somme
- Carine de Boissezon, EDF
- Martin Bortzmeyer, ministère de la Transition écologique et solidaire
- Sabine Buis, conseillère départementale en Ardèche
- Marie-Claire Cailletaud, CGT
- Pascal Canfin, député européen
- Bernard Carayon, Gecina
- Céline Charveriat, Institute for European Environmental Policies
- Audrey Coreau, Office français de la Biodiversité
- Hubert de Milly, Agence française de Développement
- Pierre Ducret, I4CE
- Marion Guillou, Agreenium
- Chantal Jouanno, Commission nationale du débat public
- Adolf Kloke Lesch, SDSN Germany
- Johan Kuylenstierna, Swedish Climate Policy Council
- Denez L'Hostis, France Nature Environnement
- Hervé Le Treut, IPSL
- Franck Lecocq, Cired
- Julia Marton-Lefèvre, experte indépendante
- Simon Maxwell, European Think Tanks Group
- Béatrice Néré, Bill & Melinda Gates Foundation
- Luis Neves, Global e-Sustainability Initiative
- Emmanuel Normant, Saint Gobain
- Patrick Plane, Cerdi
- Maria José Sanz, Basque Center for Climate Change
- Shiv Someshwar, PSIA, université Columbia
- Eric Soubeiran, Danone
- Alice Steenland, Dassault Systèmes
- Alison Tate, International Trade Union Confederation
- Hélène Valade, LVMH



Équipe



Ariadna Anisimov
Chercheuse
Adaptation au changement
climatique



Carine Antunes
Chargée de communication
événements et réseaux sociaux



Pierre-Marie Aubert
Coordinateur de l'initiative
Agriculture européenne



Damien Barchiche
Directeur du programme
Gouvernance du développement
durable



Pierre Barthélemy
Responsable éditorial



Ines Bouacida
Chercheuse, Climat et Énergie



Brigitte Bejean
Directrice de la communication



Nicolas Berghmans
Chercheur senior Climat et
Énergie



Aurore Bertinetti
Assistante de gestion



Aurore Beyel
Assistante communication et
événements



Yann Briand
Chercheur Climat et Sports



Laura Brimont
Coordinatrice de l'initiative
Modes de vie en transition



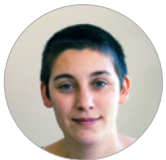
Jeanne Cadiou
Doctorante
Sciences politiques sur la
méthanisation agricole



Lucien Chabason
Conseiller de la direction



Michel Colombier
Directeur scientifique



Alice Colsaet
Doctorante Biodiversité et
Artificialisation



Klaudija Cremers
Chercheuse
Politique maritime internationale



Lisa Dacosta
Secrétaire générale



Alexandra Deprez
Chercheuse
Gouvernance internationale
du climat



Laetitia Dupraz
Assistante de direction



Khalil Elouardighi
Directeur des programmes



Baptiste Gardin
Chercheur Politiques agricoles



Elisabeth Hege
Chercheuse Gouvernance et
Financement du développement
durable



Caroline Hoogendoorn
Chargée de projets européens et
internationaux



Élise Huber
Chercheuse
Politiques agricoles et
alimentaires



Marcel Jouve
Conseiller
Négociations internationales de
la biodiversité



Juliette Landry
Chercheuse, Gouvernance
internationale de la biodiversité



Yann Laurans
Directeur du programme
Biodiversité et Écosystèmes



Alexandre K. Magnan
Chercheur senior Vulnérabilité
et Adaptation au changement
climatique



Félicien Pagnon
Doctorant Gouvernance et
Indicateurs de richesse



Aleksandar Rankovic
Coordinateur de l'initiative
Gouvernance Internationale
de la Biodiversité Post-2020



Maria Alejandra Riaño
Chercheuse
Mise en œuvre de l'Agenda 2030
pour le développement durable



Julien Rochette
Directeur du programme Océan



Mathieu Saujot
Chercheur senior
Modes de vie en transition



Michele Schiavo
Chercheur Économie
et politique des systèmes
alimentaires européens



Romain Schumm
Chercheur Océan et Activités
pétrolières et gazières offshore



Léna Spinazzé
Directrice du Développement
et de l'Innovation



Johannes Svensson
Chercheur Climat
et Usages des terres



Lucilia Tanchereau
Responsable administrative
et financière



Marta Torres Gunfaus
Chercheuse senior Climat
et Énergie



Sébastien Treyer
Directeur général



Lola Vallejo
Directrice du programme Climat



Tancrede Voituriez
Chercheur senior
Gouvernance du développement
durable



Henri Waisman
Coordinateur de l'initiative Deep
Decarbonization Pathways



Glen Wright
Chercheur senior Gouvernance
internationale de l'océan

Chercheurs associés



Chris Bataille



Raphaël Billé



Sue Biniaz



Lucas Chancel



Patrick Criqui



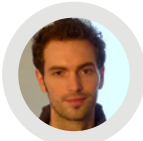
Sophie Dubuisson-Quellier



Jean-Pierre Gattuso



Xavier Poux



Andreas Rüdinger



Thomas Spencer



Matthieu Wemaëre

Stagiaires

Les chercheurs de l'Id dri enseignent dans de nombreux Masters, notamment à l'École des affaires publiques et à l'École des affaires internationales de Sciences Po. L'Id dri a accueilli huit stagiaires en 2019-2020 :

Nathalie Bolduc
Sciences Po
Inès Bouacida
Université d'Utrecht

Jihane Bouatybi
Université de Strasbourg
Max Courtinat
Sciences Po

Chloé Paquette
Corps des IPEF (ingénieur des ponts, des eaux et des forêts)
Pierre-Alain Sebrect
Mines ParisTech et Université de Tsinghua

Claire Thomas
Sciences Po
Diego Garcia Vega
Sciences Po

Twitter : https://twitter.com/IDDRI_ThinkTank
Facebook : <https://www.facebook.com/IDDRIThinkTank/>
Linkedin : <https://www.linkedin.com/company/iddri/>

Crédits

Coordination : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Brigitte Béjean

Édition : Carine Antunes, Pierre Barthélemy, Brigitte Béjean, Aurore Beyel

Création graphique et mise en page : Ivan Pharabod

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

p.2, 10, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 20, 30, 31 : Iddri

p.4, 17 : IEEP



IDDRI

Institut du développement durable et des relations internationales
27, rue Saint-Guillaume - 75337 Paris cedex 07 France
www.iddri.org